Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Washington, FMI, patronat, travailleurs, retraités… même combat ?

Par Maurice Lemoine
Mondialisation.ca, 18 mai 2018
Mémoire de luttes 14 mai 2018

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Désinformation médiatique, Histoire et Géopolitique

C'est dans une déclaration datée du 16 avril que le président de l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale (INSS) Roberto López a rendu publiques une série de mesures destinées à redresser l'institution, laquelle annonce un déficit de 71 millions de dollars (59,8 millions d'euros). Ratifiée le 18 avril par la « résolution 1/317 » du président Daniel Ortega, l'un des leaders de la révolution qui, en 1979, renversa la dictature d'Anastasio Somoza, cette réforme augmentait les cotisations des employeurs, des travailleurs et, surtout, instaurait sur les retraites une contribution spéciale de 5 %. Après un moment de stupeur, cette amputation du pouvoir d'achat d'hommes et de femmes âgés souvent très modestes a provoqué un fort rejet.

Emmenés dans un premier temps par des groupes d'étudiants de l'Université centraméricaine (UCA ; jésuite) et de l'Université polytechnique du Nicaragua (UPOLI) « solidaires de leurs anciens », des milliers de manifestants occupèrent la rue dès le 18 avril contre ce « *paquete* » qualifié d'« *illégal et inhumain* ». En quelques heures, cette protestation s'étendit et gagna les villes de province (Jinotepe, Diriamba, Granada, León) et prit un caractère violent, des groupes d'individus vandalisant installations du Front sandiniste de libération nationale (FSLN, au pouvoir), commerces et supermarchés. Une répression particulièrement « musclée » de la police anti-émeutes et des heurts avec des groupes de contre-manifestants provoquèrent les premières victimes – quatre morts le troisième jour, dont un policier tué par un coup de fusil.

Dès le 21 avril, prenant conscience de l'ampleur du mécontentement, le président Ortega fait marche arrière en appelant à un dialogue national après avoir annoncé la révocation de la « résolution 1/317 ». Ce rapide recul ne provoque aucun effet : une large opposition allant du Conseil supérieur de l'entreprise privée (Cosep) et des partis de droite traditionnels jusqu'aux étudiants et à la classe moyenne en passant par les « dissidents », supposément de centre-gauche, du Mouvement de rénovation sandiniste (MRS) affichent leur détermination de continuer la lutte jusqu'à l'obtention du départ d'Ortega et de son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo, élue en même temps que lui.

A l'appel du Cosep et des étudiants, les rues de Managua s'embrasent à nouveau le lundi 23 avril contre le gouvernement et, le 28, convoquée par l'Eglise, une « marche pour la paix », au cri de « *qu'ils s'en aillent !* », exige « *la fin du régime* » et réclame la justice pour les morts des dernières semaines – les chiffres annoncés, très imprécis, iront de quarante-trois à soixante-trois.
Tout aussi importante, bien que très peu médiatisée, une manifestation monstre des secteurs populaires sandinistes « *pour la paix et le dialogue* » réagit le 30 avril en appui au

chef de l'Etat.

A partir de ce récit qu'on qualifiera de « standard », au moins trois versions et analyses des événements s'affrontent. Pour certains, le Nicaragua a vécu une explosion sociale provoquée par une mesure impopulaire. Pour l'opposition, les Etats-Unis et les médias en général, il y a au Nicaragua une « *dictature* » (*The Wall Street Journal*) et « *Daniel Ortega doit partir* » (éditorial du quotidien de droite espagnol *El País* [1]). Pour sa part, le gouvernement voit dans ces troubles une conspiration de la droite pour mener à bien une déstabilisation « *à la vénézuélienne* » ou l'un de ces coups d'Etat « *light* » qui ont écarté du pouvoir Manuel Zelaya (Honduras, 2009) ou Fernando Lugo (Paraguay, 2012). D'autres enfin, peut-être plus pointilleux, s'efforcent de séparer les informations vraies des informations fausses et les ni vraies ni fausses des à moitié-vraies à moitié-fausses. Ce que nous tenterons de faire ici.

Depuis leur retour au pouvoir en 2007, après les seize années de désastre néolibéral qui ont suivi la sanglante agression des Etats-Unis contre la révolution sandiniste (1980-1991), Daniel Ortega et le FSLN ont mis en œuvre d'importants programmes sociaux. Bien plus que toutes les turpitudes qui leur sont attribuées, ces programmes leur ont valu le soutien d'une base populaire, majoritaire, qui explique leur réélection en 2011 et 2016 [2]. Bien entendu, nul n'oserait prétendre qu'ils mènent une politique « révolutionnaire » au sens classique ou même hétérodoxe du mot : depuis 1979 et le renversement de la dictature, le monde a quelque peu changé et les rapports de force ne sont plus ce qu'ils ont été.
Remportant l'élection de 2006 par une marge étroite, Ortega et le FSLN se sont assurés un minimum de stabilité en formulant un « pacte d'unité nationale », une alliance de fait avec une partie de l'Eglise, très conservatrice, et le secteur privé. A l'autre extrémité de l'arc idéologique, ils ont rejoint l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) [3] et ont ainsi bénéficié de l'aide substantielle du Venezuela (de l'ordre de 500 millions de dollars par an).

Très peu appréciées des castes et de leurs chiens de gardes médiatiques, cette alliance de gouvernements « populistes » et une politique interne qualifiée d'« assistancialiste » (par des analystes généralement bien nourris) ont sorti de la misère et de la faim des dizaines de milliers de déshérités. De 48,3 % en 2005, le taux de pauvreté est passé à 24,9 % en 2016 (l'extrême pauvreté régressant de 17,2 % à 6,9 %) [4].

Malgré ces résultats positifs, un thème demeure fort délicat : assurer l'équilibre structurel du système de Sécurité sociale, laissé dans un état pitoyable par les gouvernements de droite précédents, qui l'ont littéralement pillé. Et qui, aujourd'hui, souffre d'un fort déficit. Mais pas pour les mêmes raisons.
De passage à Paris, Sidhartha Marín, ministre conseiller du président Ortega, souligne, chiffres en main : « *Nous nous sommes acquittés d'une énorme dette sociale en augmentant considérablement le nombre des pensions de retraite et en réincorporant des gens qui, pour différentes raisons, et en particulier leur participation à la guerre, n'en avaient pas.* » De 420 200 en 2006, le nombre des bénéficiaires a effectivement plus que doublé pour atteindre 914 279 en avril 2017. La retraite minimum, quant à elle, passe dans le même temps de 1212 cordobas (33,8 euros) à 4 680 cordobas (129 euros). Un droit à une pension réduite est instauré pour 42 946 « anciens » du conflit armé qui n'ont jamais cotisé tandis que le pouvoir améliore considérablement le système de santé. On a connu pire casse sociale dans une Amérique centrale ravagée par la pauvreté. Mais le budget de l'INSS n'y a pas résisté…

« On a analysé diverses options pour faire une réforme garantissant la soutenabilité du système à moyen et long terme », explique Sidhartha Marín. Tandis que gouvernement, Cosep et syndicats discutent au sein d'une Commission technique, le Fonds monétaire international (FMI), présent à titre consultatif, livre ses préconisations. Classiques, impitoyables, assassines : doubler de 750 à 1500 le nombre de semaines de cotisation pour accéder à une pension pleine ; passer l'âge de la retraite légal de 60 à 65 ans ; éliminer les pensions pour les victimes de guerre (instaurées par Ortega) ; supprimer les mini-pensions pour les personnes âgées n'ayant pas la totalité des semaines requises de cotisation (également redevables au gouvernement FSLN) ; éliminer le treizième mois versé aux retraités.
Le Cosep applaudit des deux mains. Les syndicats refusent catégoriquement. Le pouvoir les suit et écarte le verdict du FMI. Puis cherche la voie médiane qu'il annonce le 16 avril : les cotisations des travailleurs passent de 6,25 % à 7 % (une hausse de 0,75 %) ; celles des patrons, plus importante, de 19 % à 22,5 % (+ 3,5 %) ; celles des retraités de… 0 % à 5 %. Les travailleurs acceptent la proposition. Le secteur privé la rejette. De même que les retraités.

Somme toute, en amputant le maigre pouvoir d'achat de ces derniers, le pouvoir sandiniste applique une mesure peu ou prou similaire à celle prise par le « président des riches » Emmanuel Macron lorsqu'il a augmenté la Contribution sociale généralisée (CSG) des retraités français. Les mêmes causes provoquant les mêmes effets, il est donc tout à fait compréhensible, pour ne pas dire normal et légitime que, dans les deux pays, ceux-ci descendent dans la rue pour protester. Et, au Nicaragua, ruent dans les brancards quand, jouant de l'urgence et de l'émotion au détriment de la raison, la vice-présidente Rosario Murillo déclare impulsivement que les manifestants sont de *« minuscules groupes encourageant la haine »* et des *« médiocres »* à qui elle souhaite *« un châtiment divin ».*

Elle s'attire en retour les foudres très terrestres d'un dirigeant sandiniste historique, Jaime Wheelock, qui, dans une lettre publique, s'adresse à Ortega : *« Par son contenu et par sa forme, le décret qui a réformé l'INSS a été une grave erreur politique, technique et légale du gouvernement* (…) *car il a affecté les droits économiques acquis et les économies d'un million de chefs de famille, sans offrir de solution pratique à la grave situation financière de l'INSS* [5]. *»*

Connaissant à l'évidence la maxime *« errare humanum est, perseverare diabolicum »* – *« l'erreur est humaine, l'entêtement est diabolique »* – Ortegaabroge le décret et en appelle au dialogue – là où bien d'autres à sa place s'entêteraient (*cf* un certain Emmanuel Macron).

Au-delà de cet aspect de la crise, systématiquement et quasi-uniquement mise en avant, il convient de préciser que le premier acteur de poids à « prêcher la révolte » à l'annonce de la réforme a été le patronat. Pour l'économiste Adolfo Acevedo, ces mesures allaient signifier *« une augmentation considérable des coûts s'ajoutant aux salaires »,* incitant les grandes et moyennes entreprises *« à chercher des mécanismes pour réduire l'affiliation de leurs travailleurs au système*[de l'INSS] », tandis que les petites y trouveraient *« un formidable manque d'encouragement à déclarer leurs travailleurs* [6] *».* Tout aussi inquiète, la Chambre de commerce américaine du Nicaragua (AmCham), regroupant les firmes étatsuniennes, avertit que ces réformes allaient affecter *« les revenus de milliers de Nicaraguayens employés dans l'économie formelle et la compétitivité du pays ».*

Ulcérés qu'Ortega n'ait accepté ni de repousser l'âge de la retraite, ni d'augmenter le nombre de semaines de cotisations, ni de revenir sur diverses mesures de protection

sociale, ni de privatiser les centres de santé en appliquant les recettes préconisées par le FMI, ces altruistes analystes ont par ailleurs une grosse arête en travers de la gorge (qu'eux et leurs alliés évitent avec soin de mentionner publiquement) : outre l'augmentation des charges précitées, le décret élimine le plafond de 82 953 cordobas (2 322 euros) au-delà duquel un salarié, quand bien même il dispose d'un très haut salaire, ne paie plus de cotisations. Outre la classe moyenne bien intégrée, sont directement affectés les membres de la famille et les amis ou obligés souvent placés dans l'entreprise aux postes d'encadrement et de direction avec des émoluments élevés. Une bonne raison pour hurler à la mort et réclamer « *un changement de régime* » dans des manifs de déshérités.

C'est donc ce patronat « solidaire » (mais de qui ?) qui sonne le tocsin. Une partie de l'Eglise l'accompagne quand une vingtaine de prêtres ayant à leur tête le cardinal Leopoldo Brenes et l'évêque auxiliaire de Managua, Mgr Silvio Báez, appuient publiquement les protestations. Souvent issus de la classe moyenne et d'idéologie confusément conservatrice, les étudiants montent en première ligne, forts de leur esprit de rébellion. Particulièrement agressifs à l'égard de « Daniel », les « sandinistes dissidents » donnent de la voix. Groupuscule sans poids réel au sein des secteurs populaires, mais regroupant, souvent au sein du Mouvement de rénovation sandiniste (MRS), d'anciens révolutionnaires historiques – Dora María Téllez, Mónica Baltodano, Hugo Torres, Edmundo Jarquín – et quelques intellectuels de renom – Sergio Ramírez, Gioconda Belli –, ils représentent une moyenne bourgeoisie vaguement social-démocrate (dans son acceptation la moins respectable : celle qui a provoqué la phase terminale des PS européens) et n'ont, sur les problèmes de l'INSS, absolument aucune proposition digne de ce nom.
Toutefois, comme nombre d'Organisations non gouvernementales (ONG) qui leur servent de relai – Centre nicaraguayen des droits humains (Cenidh), Commission permanente des droits humains (CPDH), Fundación Violeta Barrios de Chamorro, Hagamos Democracia, etc. –, ils ont, au nom de leur passé (incontestable) et de leur virage idéologique (très dans l'air du temps), maintenu d'excellentes relations aussi bien avec les secteurs considérés « progressistes » de la « communauté internationale » qu'avec, s'agissant des ONG, des sources de financement ni spécialement philanthropes ni particulièrement désintéressées (USAID, NED, Union européenne, etc.) [7]. C'est donc, en symbiose totale avec la droite, leur interprétation des événements – « Un peuple se soulève contre la dictature » – qui, majoritairement, va circuler et s'imposer.

« La réforme de l'INSS a été un prétexte, estime Sidhartha Marín. *Après la dérogation, la protestation n'avait plus lieu d'être, les retraités n'étaient plus dans la rue. L'articulation, les niveaux de coordination attirent l'attention. Certains ont récupéré et utilisé le mécontentement pour créer le chaos. »*
Dès le 17 avril, surgit sur Twitter un compte nommé #SOSINSS. En quelques heures, des attaques d'une violence extrême s'en prennent aux mairies (Esteli, Grenada), au siège départemental du FSLN à Chinandega, aux commerces, à des maisons de sandinistes, à des centres culturels ou de santé. Dans des villes bientôt jonchées de débris, de voitures incendiées, de barricades érigées à proximité de bâtiments publics saccagés et de grandes surfaces pillées, des pistolets et armes semi-automatiques s'ajoutent aux cocktails Molotov et mortiers artisanaux traditionnellement utilisés dans ce pays à l'Histoire tourmentée. Malgré l'apparente absence de direction, des actions manifestement coordonnées, synchronisées, dans l'ensemble du pays… Et accompagnées du *« storytelling »* afférent.

Répression il y a eu. Excessive, à l'évidence, en certaines occasions. Dans une interview accordée à la chaîne télévisée *Univisión*, Bayardo Arce, révolutionnaire de large trajectoire

et conseiller économique d'Ortega, après avoir exprimé sa solidarité aux familles endeuillées, avance son explication : *« Je ne dirais pas qu'il y a eu répression, mais, concernant la police, une situation comme il s'en produit dans ce type de phénomènes sociaux où, à un certain moment, tu perds le contrôle. La police a perdu le contrôle… »* Et parfois l'usage « raisonnable et proportionné » de la force. A tel point que, le 27 avril, la cheffe très critiquée de l'institution, Aminta Granera, qui occupait cette fonction depuis 2006, a présenté sa démission.

Toutefois, tandis que les discours s'enflamment dénonçant le « gouvernement assassin », d'autres voix s'élèvent pour dénoncer une manipulation majuscule », similaire à celle qui accompagna au Venezuela la période insurrectionnelle d'avril à juillet 2017. Pour ne parler que d'elle, la « sympathique » Université polytechnique (UPOLI, propriété d'une Eglise baptiste dont le siège se trouve aux Etats-Unis) est en réalité devenue le centre de commandement de bandes de délinquants recrutés dans les quartiers et transformés en force de choc pour provoquer la police et mettre Managua à feu et à sang.
Fils de Carlos Fonseca Amador, l'un des fondateurs en 1961 du FSLN, assassiné le 8 novembre 1976 par la dictature de Somoza, Carlos Fonseca Terán, secrétaire adjoint aux relations internationales du Front, livre un témoignage édifiant : *« Dans l'après du lundi 7 mai, un groupe de citoyens s'étaient réunis sur la rotonde de La Virgen* [à Managua] *pour demander la paix et appuyer le dialogue. En très peu de temps, ils ont été attaqués par surprise et par derrière à coups de mortiers* [artisanaux] *et de pierres, depuis une très courte distance, par les "pandilleros"* [délinquants]. *Une partie de ces personnes attaquées, comme il est naturel, ont quitté les lieux, mais une autre partie, avec l'appui de la population, a décidé de résister aux agresseurs, manifestement en provenance de l'UPOLI et armés jusqu'aux dents. Face à cette situation, la police n'a eu d'autre option que d'intervenir pour empêcher une tragédie. Alors,* 100% Noticias [8], *qui n'avait jusque-là pas dit un mot sur ce qui se passait, a commencé à "informer" que la Police réprimait durement les étudiants de l'UPOLI [9]. »*
Le même type de phénomène a été constaté à Niquinohomo et Catarina, pour ne citer que ces cas, où les forces de l'ordre n'ont pas surgi pour « casser de l'opposant », mais pour protéger des manifestants pro-gouvernementaux pacifiques de bandes antisandinistes enragées.

Au Venezuela, rebaptisés « paramilitaires » par la corrida médiatique, les *« colectivos »*, groupes militants chavistes très politisés, mais, à 95 % pacifiques, se voient accusés de tous les crimes, réels et supposés (présent en mai 2017, dans l'est de Caracas, au cœur de nombreux affrontements de manifestants avec les forces de l'ordre, nous n'avons jamais constaté la présence d'aucun d'entre eux, là où nombre de nos confrères les voyaient partout [10]).

Au Nicaragua, ce sont les Jeunesses sandinistes, mouvement à caractère politique et idéologique présent dans les quartiers les plus vulnérables, qui deviennent des « nervis » et des « gros bras meurtriers ». Que des échauffourées aient eu lieu entre ces contre-manifestants imprégnés de passion politique et des émeutiers tout aussi ardents n'est pas contestable. Mais qui meurt et qui tue ? Là encore, le parallèle avec le Venezuela s'impose, où la vulgate médiatique a attribué toutes les victimes à « la répression », quand il n'en était rien.

Sympathisant sandiniste, le journaliste « assassiné » à Bluefields, Ángel Eduardo Gahona, contrairement aux allégations initiales attribuant sa mort aux forces de l'ordre, aurait (on notera ici l'emploi du conditionnel) été tué par l'arme à feu artisanale du citoyenBrandon

Cristopher Lovo Taylor, également accusé d'avoir blessé l'officier de la Police nationale Carlos Anselmo Rodríguez. Deux officiers de police sont morts. De même que des sympathisants sandinistes. L'un d'entre eux brûlé vif dans un bâtiment incendié par des vandales. Et bien sûr, et hélas, des opposants. Mais combien ? *« Certaines ONG, de manière imprécise et irresponsable, sans preuves ni arguments, avancent des chiffres,* grimace Sidhartha Marín. *Pour l'instant, rien n'a été démontré. Il faut être sérieux, très rigoureux, et c'est la raison pour laquelle l'Assemblée nationale a créé une Commission de la justice et de la vérité. »*

Personne n'a planifié en amont cette vague de violence, ni au Nicaragua ni à l'étranger. Elle naît d'une mesure sociale impopulaire et très mal reçue. Mais, il existe trop de similitudes avec les méthodes antidémocratiques utilisées dans d'autres pays pour ne pas l'insérer dans la grande partie géopolitique qui se déroule actuellement. Car en quelques jours, la crise a changé de nature. Exploitant l'erreur voire la faute du pouvoir, l'opposition s'est organisée très vite, car prête, à l'affût de la première occasion, pour tenter de le renverser. Ce qui n'a plus rien à voir ni avec la contestation ni avec la démocratie tant revendiquée. Est-ce un hasard ? La « star » de *CNN* (en espagnol) et d'*Univisión* Patricia Janiot débarque en personne et en urgence, avec son équipe, dans le chaudron nicaraguayen. L'a-t-on vue dans les manifestations brutalement réprimées qui, il n'y a pas si longtemps, ont suivi une fraude électorale grosse de la taille du soleil lors de l'élection présidentielle au Honduras [11] ? Non. S'est-elle déplacée en Argentine où des foules se rassemblent périodiquement pour protester contre les mesures antisociales du président néolibéral Mauricio Macri ? Non plus. Va-t-elle interroger en Colombie les dirigeants de mouvements sociaux qui, tous les jours, voient l'un de leurs membres ou militants tomber (une victime toutes les trente-six heures en janvier dernier) ? Certainement pas. Mais la gauche latina est en difficulté au Nicaragua, un pays qui plus est membre de l'ALBA. C'est merveilleux ! Contribuons à formater l'opinion.

A l'heure tant espérée de la revanche, l'offensive se développe sur tout le continent. Coup d'Etat parlementaire au Brésil contre Dilma Rousseff, suivi de la condamnation et de l'emprisonnement de l'ex-chef de l'Etat Luiz Inacio da Silva (« Lula), favori des sondages dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre prochain. Sur des bases judiciaires aussi douteuses, emprisonnement du vice-président équatorien Jorge Glass et démantèlement sournois de l'héritage de Rafael Correa. En Colombie, mise en danger des accords de paix par l'arrestation d'un de ses signataires, l'ex-commandant des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) Jésus Santrich, accusé de « narcotrafic » sur la base d'un vraisemblable « montage » de la justice colombienne et de la Drug Enforcement Administration (DEA) – les « anti-narcos » étatsuniens. Abandon par six pays de l'Union des nations sud-américaine (Unasur), créée sous l'impulsion d'Hugo Chávez et pensée comme un contrepoids aux Etats-Unis et à son annexe, l'Organisation des Etats américains (OEA) [12]. Déstabilisation féroce du Venezuela…

On n'oubliera pas que Washington n'a pas attendu la crise de l'INSS pour s'intéresser de très près au Nicaragua. Certes plus révolutionnaire, mais encore trop indocile, Managua se trouve dans le collimateur depuis que le Capitole a mis à l'ordre du jour *le « Nicaraguan Investment Conditionality Act 2017 » – plus connu sous le nom de « Nica Act » –, porté par* vingt-cinq législateurs (quinze républicains et dix démocrates) également déchaînés contre le Venezuela, et *destiné à empêcher tout financement du Nicaragua par les organismes financiers internationaux. Approuvée par le Congrès américain en octobre 2017, cette loi se trouve en attente d'examen au Sénat. Des sanctions économiques qui, si elles sont*

appliquées, auront pour principal effet de torpiller les efforts de Managua pour améliorer les conditions de vie des « Nicas » et diminuer la pauvreté. Une nouvelle agression qui ne peut que hérisser tout « sandiniste » digne de ce nom ayant connu les terribles années 1980. A moins que…

Estimant qu'Ortega et son épouse Murillo ont abandonné les principes historiques du parti, les dissidents du Front ont rebaptisé le pouvoir « danieliste » ou « orteguiste ». Pourquoi pas. Mais peuvent-ils eux-mêmes se réclamer du sandinisme ces dirigeants du MRS qui, en compagnie des secteurs conservateurs les plus rances, demandent aux Etats-Unis, au vu et au su de tous, d'appliquer le « Nica Act » pour punir Ortega ? Des sanctions étranglant leur propre pays ! La droite ne pouvait rêver plus efficaces supplétifs. Plutôt que se rallier à l' « Empire » qui a tant fait souffrir leurs compatriotes, que ne lui réclament-ils le paiement des 17 milliards de dollars qu'il a été condamné à verser par la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, en juin 1986, pour avoir soutenu les mouvements « terroristes » agissant en territoire nicaraguayen depuis le Honduras ? Cette somme, jamais payée, au mépris du droit international, permettrait de combler 240 fois le déficit de l'INSS ou de financer de multiples programmes sociaux.

Membre de ce front politique post-moderne, Cristiana Chamorro, directrice de la Fondation Violeta Barrios de Chamorro – du nom de sa mère et ex-présidente du Nicaragua (1990-1997), qui y a réintroduit les politiques néolibérales – est allée rencontrer, le 4 mai, le secrétaire général de l'OEA et « homme de main » de Washington, Luis Almagro. En le pressant d'intervenir, elle lui a présenté deux scénarii : *« Ou des élections justes et transparentes, anticipées* [ce que réclamait la droite dure vénézuélienne pendant la phase insurrectionnelle de 2017, avant de refuser d'y participer dès lors qu'elles ont été organisées] *permettant une transition pacifique, comme Ortega l'a fait en 1989, ou une sortie sanglante et de destruction du pays comme l'a choisi Somoza en 1979. »* Avant d'ajouter : *« Malheureusement, il semble qu'Ortega a choisi le second* [13]*. »*

C'est précisément devant le Conseil permanent de l'OEA que Mike Pence, le vice-président des Etats-Unis, a déclaré le 7 mai : *« Un obscur nuage de tyrannie plane sur Cuba, le Venezuela et le Nicaragua. »* Le 24 avril, la Maison Blanche avait fait référence *« à la répugnante violence politique de la Police et des matons pro-gouvernementaux contre le peuple du Nicaragua. »* On peut donc craindre que les troubles actuels, s'ils devaient perdurer, ne servent de prétexte parfait à une accélération de l'approbation du « Nica Act ». Et à une déstabilisation accentuée en vue d'un « changement de régime » selon l'expression consacrée du Venezuela à… l'Iran.

Le peuple nicaraguayen a connu une guerre, organisée et financée par Ronald Reagan, qui a fait plus de cinquante mille morts. Il aspire à la paix, n'en déplaise aux violents. *« Je tiens à souligner le rôle qu'a joué le pape Francisco en appelant à la concorde et au dialogue, ce que faisait déjà Daniel »,* nous confie Sidhartha Marín. *C'est grâce à cet appel que la Conférence épiscopale a accepté de servir de médiateur et de témoin. »*

Reste à savoir si la raison prendra le dessus ou si les boutefeux l'emporteront. Tandis que les évêques demandaient, pour entamer le dialogue, la fin de la violence, le respect du droit de réunion des manifestants et l'accès au pays de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) [14] pour seconder la Commission de la vérité, ce que le pouvoir a accepté, des affrontements opposaient encore forces de l'ordre et émeutiers pendant le week-end des 12 et 13 mai.

Illustration : Miolo / Flickr CC

La source originale de cet article est Mémoire de luttes
Copyright © Maurice Lemoine, Mémoire de luttes, 2018

Articles Par : Maurice Lemoine

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca